

FORUM

Acceptabilité sociale : Pour qui? Pour quoi?

Communautés et enjeux environnementaux au Québec

Samedi 29 mars 2014

De 9 h 30 à 17 h

Université du Québec à Rimouski, Local K-430
(300, Allée des Ursulines, Rimouski)



Événement organisé par :

GRIDEOQ

Groupe de recherche interdisciplinaire
sur le développement territorial, de l'Est
du Québec



**Réseau
québécois des
groupes
écologistes**

Mot de bienvenue

Le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) et le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) sont heureux de vous accueillir à l'Université du Québec à Rimouski pour le forum *Acceptabilité sociale : Pour qui, pour quoi? Communautés et enjeux environnementaux au Québec*. Ce forum se veut un espace de réflexion sur une notion qui semble, depuis quelques années déjà, s'installer durablement dans le débat public à propos des projets de développement industriel (ex. : mines, éolien, schiste) et des enjeux environnementaux qui y sont liés.

Toutefois, la notion est disputée. Pour le Conseil patronal de l'environnement du Québec et l'Association pétrolière et gazière du Québec, l'acceptabilité sociale demeure une stratégie pour garantir « le succès d'une démarche ». Mais nombre de groupes citoyens et d'écologistes dénoncent cette notion comme un glissement dangereux pour la démocratie, l'environnement et la santé des communautés du Québec. Solution miracle pour les uns, l'acceptabilité sociale suscite au contraire une grande méfiance parmi les autres. Le temps est venu d'une pause et d'une réflexion plus approfondie.

D'autant que les projets industriels tendent de plus en plus à mobiliser la notion dans une foule de projets controversés. Que signifie alors l'acceptabilité sociale et pour qui? Quels sont les enjeux pour décider ce qu'elle recouvre et si elle est bel et bien au rendez-vous? Que signifie l'émergence de l'acceptabilité sociale par rapport à d'autres notions (respect des droits humains, sauvegarde de l'environnement, etc.)? Permet-elle aux communautés et aux groupes mobilisés de participer aux délibérations quant aux projets de développement? En particulier, comment les groupes écologistes vivent-ils cette réalité dans leur lutte?

Voici les questions que la journée d'aujourd'hui permettra d'approfondir.

En vous souhaitant un bon forum, rempli d'apprentissage et de belles rencontres,



Yann Fournis
Directeur du GRIDEQ
Professeur, UQAR



Stéphane Gingras, M.Sc.
Président, RQGE

Le comité organisateur tient à remercier le Syndicat des professeurs et des professeures de l'Université du Québec à Rimouski (SPPUQAR) et la Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire pour leur appui financier au Forum.



SPPUQAR

Syndicat des professeurs
et des professeures
de l'Université du Québec à Rimouski



Déroulement de la journée

Animation : **Bruno Massé**, coordonnateur du RQGE, et **Marie-Ève Blais**, administratrice du RQGE

9:30 Inscription

10:00 Mot d'ouverture

10:15 Bloc 1 – Articulation de l'acceptabilité sociale dans les discours des acteurs

Danie Royer, chercheure (doctorat en développement régional, UQAR)

Ève Devault, chercheure (maîtrise en développement régional, UQAR)

Période de questions

11:00 Bloc 2 – Introduction à la notion d'acceptabilité sociale

Yann Fournis, politiste (GRIDEQ-UQAR)

Raymond Beaudry, sociologue (GRIDEQ-UQAR)

Période de questions

12:00 DINER

13:00 Bloc 3 - Panel citoyen : Comment l'acceptabilité sociale est-elle vécue sur le terrain?

Danielle Giroux, Attention Fragîles et Coalition Saint-Laurent

Marc Fafard, Sept-Îles sans uranium (SISUR)

Maude Prud'homme, Tache d'huile et Centre d'écologie solidaire et appliquée (CESA)

Martin Poirier, Non à une marée noire dans le Saint-Laurent

Marc Brullemans, Regroupement interrégional sur le gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent (RIGSVSL)

Période de questions et d'échanges

15:00 Pause

15:15 Bloc 4 – Sous-groupes de discussion

16:00 Bloc 5 – Retour en plénière

16:45 Mot de fermeture

Présentation des communications du GRIDEQ

(Blocs 1 et 2)

Nombre de projets de développement font l'objet de contestations au Québec, signant la fragilisation du modèle traditionnel « décider-annoncer-défendre ». Dans ce contexte, la société québécoise est à la recherche de notions nouvelles, permettant de dépasser les oppositions et blocages, dommageables aux communautés locales. Présentée souvent comme une « condition » à satisfaire, « l'acceptabilité sociale » tend à se diffuser progressivement dans les discours de nombreux acteurs, alors même que la notion reste vague, peu définie, interprétée et réappropriée de diverses façons. C'est à ce questionnement collectif qu'une équipe de l'UQAR participe depuis quelques années, autour de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial et du groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec. Mobilisée d'abord autour de l'implantation locale des parcs éoliens, la réflexion s'est plus récemment tournée vers l'exploitation des gaz de schiste pour saisir quels sont concrètement les facteurs et processus à l'œuvre dans les territoires lorsqu'il est question d'« acceptabilité sociale ». L'objectif n'est donc pas de fournir une liste des conditions requises pour l'acceptation des projets (et encore moins un mode d'emploi) : il s'agit plutôt de suggérer quelles sont les dimensions présentes dans les délibérations collectives au sein des communautés locales touchées par un projet de développement et qui conduisent effectivement à son acceptabilité ou son inacceptabilité.

Dans cet esprit, une définition de l'acceptabilité sociale a été avancée pour rendre compte de manière souple et ouverte de cette complexité : l'acceptabilité sociale pourrait être comprise comme « un processus d'évaluation politique d'un projet sociotechnique mettant en interaction une pluralité d'acteurs impliqués à diverses échelles et à partir duquel se construisent progressivement des arrangements et des règles institutionnels reconnus légitimes, car cohérents avec la vision du territoire et le modèle de développement privilégié par les acteurs concernés » (Fortin et Fournis, 2013, p. 4). Cette définition renvoie cependant à une démarche collective d'enquête, comportant plusieurs volets :

- **Danie Royer** introduira le débat en présentant une brève cartographie des acteurs et des positions/discours généralement entendus au sujet de l'acceptabilité sociale dans les dossiers environnementaux actuels au Québec pour comprendre la diversité et la complexité que révèlent les enjeux. Quelques propositions de définition de la notion seront ensuite discutées.
- **Éve Devault** poursuivra en présentant les résultats d'une analyse des mémoires des audiences du BAPE sur les gaz de schiste afin de comprendre comment est abordée et interprétée la notion de l'acceptabilité sociale par les différents acteurs de la société (éluEs, citoyenNEs, groupes environnementaux, entreprises, etc.). Cette étude démontre que tous et toutes posent des exigences visant à ajuster, voire réformer le cadre de régulation des activités gazières et les processus politiques menant à la prise de décision. De même, l'examen de leur position sur le développement des gaz de schiste révèle qu'elle est plus complexe que la formule traditionnelle *pour versus contre*.
- **Yann Fournis** continuera en explicitant les questionnements qui ont conduit à travailler autour de la notion d'acceptabilité sociale. Scientifiquement faible et socialement floue, la notion présente l'intérêt d'obliger à élargir le regard depuis le seul projet aux dynamiques d'ensemble des communautés locales. La définition ouverte de l'acceptabilité sociale a permis en particulier de restaurer l'importance des acteurs des territoires potentiellement touchés par le projet d'exploitation des gaz de schiste – et en particulier la vitalité démocratique de leurs questionnements.
- **Raymond Beaudry** achèvera par la présentation d'une étude de cas qui met en scène trois principaux acteurs impliqués dans la mobilisation territoriale sur le gaz de schiste (le comité de vigilance, l'UPA et l'industrie). La conclusion de l'étude permet de démontrer que la convergence entre le social, le politique et l'économique fut impossible.

Bloc 4 : Discussion en sous-groupes

Durée : 45 minutes

Le bloc 4 a pour but de mettre en commun les préoccupations et analyses des participant-e-s à travers une réflexion en sous-groupes sur les différents enjeux qui ont été abordés durant la journée. Il sera ainsi possible d'évaluer l'émergence ou non d'un consensus sur l'acceptabilité sociale. Cet exercice permettra de mieux cerner les besoins et questionnements de la population sur ce concept qui touche tous et chacun d'entre nous.

Afin de rendre cet exercice de réflexion le plus agréable possible, nous vous invitons à consulter l'aide-mémoire du guide des pratiques solidaires à la fin du document et à **désigner des personnes du groupe** afin de remplir les **tâches** suivantes :

- Animation
- Prise de note (il peut s'agir de la personne qui s'occupe de l'animation, si le groupe le décide ainsi)
- Rapporteur-euse pour la plénière

Consignes d'animation :

En tant qu'**animateur-trice**, nous vous conseillons de :

- Accorder environ 5 minutes afin d'effectuer un tour de table en début de discussion (nom, groupe (si applicable), région);
- Être vigilant-e sur la gestion du temps : nous suggérons de prendre environ 15 minutes pour chacune des trois questions;
- Permettre à toutes les personnes qui veulent parler de le faire. Si besoin est, il est possible de procéder avec le principe de mains levées afin de rendre les échanges plus faciles.
- Favoriser le respect des tours de parole afin que tout le monde puisse parler au moins une fois.
- Garder environ 5 minutes à la fin de l'exercice pour identifier les idées les plus importantes à partager en plénière.

****Étant donné le temps limité accordé à la période de discussion, il serait préférable d'orienter les échanges sur les questions proposées aux pages suivantes.**

Chaque question est suivie d'une page de notes afin de faciliter la réflexion commune et le partage des idées en plénière. N'hésitez pas à l'utiliser!

Bonne discussion!

Questions et réflexions

1. Que pensez-vous de l'utilisation grandissante de la notion d'acceptabilité sociale dans les projets de développement ayant des conséquences sur l'environnement? Quels avantages et inconvénients y voyez-vous?

This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

Questions et réflexions

2. Selon vous, quelles sont les dimensions qui doivent impérativement être prises en compte pour définir un projet comme étant souhaitable pour toutes les parties impliquées? Peuvent-elles être identifiées au moyen d'indicateurs? La notion d'acceptabilité sociale peut-elle être un apport dans cette direction?

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

Questions et réflexions

3. L'écologie a proposé des notions fortes pour encadrer l'implantation des projets de développement, comme les droits à un environnement sain ainsi qu'à l'autodétermination des peuples. Cette approche des droits humains pourrait-elle se combiner avec la notion d'acceptabilité sociale afin de déterminer si un projet est souhaitable ou non pour la population, ou doit-elle conduire à exclure cette notion? Pourquoi?

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

Aide mémoire

Les pratiques solidaires

Rencontres

- Qui anime, qui prend les notes?
- Je prépare mon intervention avant de parler
- Je suis succinct-e
- On donne priorité à qui n'a pas parlé
- Je n'interromps pas la personne qui parle
- Deux types d'intervention : le point d'information et la proposition
- Si conflit d'intérêt --> s'abstenir!

Communications

- Neutraliser ou inclure le genre féminin
- Appeler les communautés par le terme qu'elles ont choisi

Représentations

- À quel titre suis-je là? (Quel « chapeau »?)
- Est-ce que j'ai un mandat? Quel est-il?
- User de précaution, de transparence

Relations interpersonnelles

- Pas de discrimination (ex. sexisme, racisme, agisme, etc.)
- Pas de comportement autoritaire, paternaliste, moralisateur, etc.
- Si conflit : dialogue --> différence --> pensée stratégique plurielle
- J'ai droit à la dissidence! Mais je reste rigoureux-se, humble et autocritique



Ensemble, on va plus loin!

*Tiré du Code de pratiques solidaires du
Réseau québécois des groupes écologistes, 2013*

Références utiles pour pousser la réflexion plus loin

Acceptabilité sociale

Marie-José Fortin et Yann Fournis (dir.). 2013. *Facteurs pour une analyse intégrée de l'acceptabilité sociale selon une perspective de développement territorial : l'industrie du gaz de schiste au Québec*. Étude pour le comité d'évaluation environnementale stratégique, Rimouski, UQAR, 185 p. Disponible en ligne. http://ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca/wordpress/wp-content/uploads/2013/11/Rapport-etude-S4-1_synthese_UQAR.pdf

Marie-José Fortin, Yann Fournis et Raymond Beaudry. 2013. *Acceptabilité sociale, énergies et territoires: De quelques exigences fortes pour l'action publique*. Mémoire soumis à la Commission sur les enjeux énergétique du Québec, Rimouski, UQAR. Disponible en ligne. http://consultationenergie.gouv.qc.ca/memoires/20131011_417_MarieJose_Fortin_M.pdf

Maarten Wolsink. 2012. « Wind Power: Basic Challenge Concerning Social Acceptance », in Robert A. Meyers (ed.), *Encyclopedia of Sustainability Science and Technology*, New York, Springer, p. 12218-12254.

Raymond Beaudry, Marie-José Fortin et Yann Fournis. À paraître. « La normativité de l'acceptabilité sociale : écueils et réactualisation pour une économie territorialisée », *Éthique publique*.

Rolf Wüstenhagen, Maarten Wolsink et Mary Jean Burer. 2007. « Social acceptance of renewable energy innovation: An introduction to the concept », *Energy Policy* vol. 35, no 5, p. 2683-2691.

Yann Fournis et Marie-José Fortin. 2013. *Acceptabilité sociale: la force d'une notion faible*. Document de travail du GRIDEQ no 130614, UQAR, 11 p. Disponible en ligne. <http://www.uqar.ca/files/grideq/fournis-fortin130614.pdf>

Droits humains et environnement

Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg. 2008. *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*. 26 p. Disponible en ligne. http://www.ccdh.public.lu/fr/legislation/Pacte_international_relatif_aux_droits_civils_et_politiques.pdf

Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg. *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*. 10 p. Disponible en ligne. http://www.ccdh.public.lu/fr/legislation/Pacte_international_relatif_aux_droits_economiques_sociaux_et_culturels.pdf

Ligue des droits et libertés. 2011. *Droits humains et environnement*. Bulletin automne 2011. Disponible en ligne. <http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/bulletin-dec2011.pdf>

Ligue des droits et libertés. *Guide d'introduction aux droits économiques, sociaux et culturels. Connaître nos droits pour en revendiquer le respect!* 36 p. Disponible en ligne. http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/pac-guide_introduction_desc2.pdf